

L'INFO

Une carte de crédit carbone pour sauver le climat



« Ce concept de carte de crédit carbone peut accélérer le changement de comportements. » **Philippe DELAISSE**



300 élèves étaient présents pour un débat avec des politiciens.



Un crédit d'émissions de CO₂ pour chaque citoyen, à consommer (ou pas) comme on veut. Une idée novatrice pour sauver le climat.

• **Alain WOLWERTZ**

Sur la grande question de la lutte contre le dérèglement climatique qui agite la société, il y a d'un côté des citoyens qui manifestent pour des actions concrètes et plus ambitieuses et de l'autre des politiques qui peinent à cerner des solutions plus durables que la prochaine échéance électorale. Et puis il y a aussi ceux qui, moins médiatisés, cherchent des solutions concrètes et efficaces sur le long terme.

Une telle solution (ou partie de solution), Philippe Delaisse, consultant en transition énergétique et bas carbone, pense l'avoir trouvée : une carte de crédit carbone pour les ménages.

Le principe (dont les grandes lignes sont illustrées ci-contre) s'inspire du mécanisme de droits d'émissions de CO₂ pour les grandes entreprises, instauré dans la foulée du protocole de Kyoto. Il permet aux entreprises de racheter des crédits-carbone, sorte de « droit de polluer », à d'autres qui émettent moins de CO₂, ou de faire des efforts pour moins polluer.

« Pour les entreprises, la stratégie pour polluer moins est basée sur l'amélioration technologique », explique Philippe Delaisse qui, au début des années 2000, a travaillé à la mise en place du système pour les entreprises wallonnes.

Pour les particuliers, que ce soit à coups de taxes ou de primes, ça ne marchera jamais, poste-t-il. Parce que des taxes ne récompensent pas ceux qui font des efforts et parce que des primes réclament malgré tout un investissement initial

« Si j'ai envie de continuer de rouler en voiture, je porte mes efforts sur autre chose. »

que tout le monde ne peut pas se permettre. Le photovoltaïque en étant une parfaite illustration. « Au final, on ne parvient jamais à mobiliser l'ensemble de la population et, au contraire, on crée une fracture entre ceux qui peuvent améliorer leur mode de consommation d'énergie et ceux qui ne peuvent pas. »

Ce qu'il faut c'est permettre aux gens de changer leurs comportements, mais sans imposer, dit-il. Et le concept de carte de crédit carbone respecte le style de vie de chacun, laisse la liberté de faire des efforts et de placer le curseur où l'on veut quant aux réductions d'émissions de CO₂.

« Qui décide des choix de con-

sommation ? C'est nous, dit Philippe Delaisse. Nos comportements sont le premier levier sur cette société de consommation et ce concept peut accélérer le changement de comportements. »

Pour être équitable, le système prévoit d'octroyer un crédit CO₂ différencié selon divers critères à définir et/ou affiner : composition du ménage, disponibilité de transports en commun à proximité, distance domicile-travail, l'âge des membres de la famille, etc.

Mais après, chacun décide s'il brûle ou pas son crédit et comment il le fait : « Si j'ai envie de continuer à rouler en voiture, ou que je n'ai pas le choix, je porte mes efforts sur autre chose comme diminuer mon chauffage ou ne partir qu'une seule fois en avion sur l'année. »

Avec la numérisation et la collecte de données, de nombreux types de consommation peuvent être intégrés au système : passage à la pompe, énergie pour le logement, voyages... Philippe Delaisse en est convaincu : ce système peut donner à la Belgique une longueur d'avance dans la transition énergétique, susciter la créativité pour des solutions moins émettrices de CO₂ et dopper l'économie locale. ■

Au politique de s'en saisir

Philippe Delaisse a travaillé sur ce concept avec Dirk Meire, interlocuteur reconnu en Flandre dans le secteur de la transition énergétique. Depuis plusieurs mois, les deux hommes présentent aux politiques et aux administrations du nord et du sud du pays leur concept de carte de crédit carbone. « Et l'intérêt est très favorable tous partis confondus », dit Philippe Delaisse. Reste à s'en emparer pour concrétiser.

« Le politique a toujours renvoyé la responsabilité vers l'industrie et le consommateur, mais jamais vers le consommateur. Et il fera encore moins avant une élection. » Mais ici, avec un concept qui laisse le libre choix à chacun de la manière dont il veut agir pour le climat, il y a un espace d'action pour mobiliser les citoyens autour du défi climatique. « Et enfin changer de cap. » ■ **A.W.**

Dans cet exemple purement théorique, une famille A est constituée d'un couple de retraités, disposant d'une seule voiture. La famille B est constituée d'un jeune couple avec trois enfants ou les deux parents travaillent et utilisent chacun une voiture.

Selon ces critères de base et d'autres à définir (distance domicile-travail, la surface habitable, etc. par exemple) un crédit de 25 tonnes de CO₂ est

octroyé à la famille A et un crédit de 45 tonnes de CO₂ à la famille B. En fonction du mode de vie propre à chacune de ces familles, la A émet en un an 5 tonnes de CO₂ et la B, 57 tonnes de CO₂.

Pour rester dans les clous et renflouer le déficit de sa carte de crédit, la famille B rachète son excédent de 12 tonnes de CO₂ à la famille A. Et si l'année suivante la famille B ne veut plus être obligée

de payer pour son excédent de CO₂, elle modifiera ses comportements (mobilité, consommation ou logement par exemple) pour ne plus dépasser son crédit initial.



« Vous êtes chaud bouillants... »

Plusieurs centaines d'élèves motivés ont débattu du « climat » avec des politiques ce mercredi...

• **Tom EVRARD**

« Je sens que vous êtes chaud bouillants. Il y aura sans doute des frustrations... » Marie-Martine Schyns, ministre de l'Enseignement officiait ce mercredi en qualité de chef d'orchestre d'un grand débat sur le climat. Le lieu : l'amphithéâtre Pedro Arrupe de l'université de Namur. Assis derrière des tables, dans l'arène : six personnalités politiques : Crucke (MR), Di Antonio (cdH), Magnette (PS), Hedebouw (PTB), Maingain (Def) et Sarah Schlitz (Ecolo). En face d'eux, 400 personnes,



Le débat s'est tenu dans l'amphithéâtre Pedro Arrupe de l'université de Namur

de 5 minutes pour le speech d'introduction des politiques. Et 2 minutes et demi pour les réponses aux questions.

Et des questions, il y en a eu... Par salves de cinq. Bien moins que le nombre de doigts levés pour poser une question. « Vous êtes 300. Je sais qu'il y aura 300 questions intéressantes... »

Les interrogations, elles, furent donc, les piques acerbes aussi. « Sérieusement, vous réalisez qu'il y a un problème avec le climat ? » ; « Vous n'avez jamais rien fait, il a fallu qu'on gueule dans la rue pour vous faire bouger ! Et maintenant ? » Face à eux, les six politiques, répondent comme ils peuvent dans un temps court et en tentant de rester aussi compréhensibles.

« Oui, enfin, globalement, on a tout de même l'impression que c'est du blabla... » gromelle encore Mathieu en levant son doigt pour poser une question... ■

VITE DIT

Les patrons en froid avec la loi spéciale « climat »

Les représentants de la FEB et d'Unizo sont réticents à l'égard de la proposition de loi spéciale « climat ». Ils ne voient pas d'un bon œil la création de nouveaux organes et l'inscription d'objectifs dans une loi, ont-ils expliqué hier devant la commission Santé de la Chambre. Le texte rédigé par des universitaires et coulé dans une proposition de loi fait reposer la politique climatique sur une conférence interministérielle, une

concertation interparlementaire, une agence interfédérale et un comité d'experts. Objectifs : la réduction de gaz à effet de serre de l'ordre de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990.

À Huy et Tournai (ce jeudi à Huy, les jeunes se mobilisent à nouveau pour le climat. Quasi toutes les écoles secondaires y participent. Dès 10 h 30 ils se rassembleront avenue Godin-Parnajon (piscine). À Tournai, seconde manif après celle réalisée il y a un mois. Elle démarre ce matin rue Beyerat.

Comparer les promos ?
Pas besoin.

Regardez vite en p. 7

colruyt

